22 avril 2020
Communiqué de presse

Conseil européen : Les peuples européens ne peuvent pas avoir pour seul horizon de payer la dette

Un Conseil européen se réunit ce jeudi 23 avril. Il s'agira d'adopter enfin une stratégie coordonnée de sortie du confinement et de chercher un accord pour un plan de relance et d'investissement pour l'Union européenne.

Nous appelons la France à mettre sur la table une exigence d'intervention directe de la Banque centrale européenne. Elle doit racheter les titres de dette émis par les États membres, et les convertir en obligations perpétuelles pour se libérer du fardeau du remboursement. Cette solution est largement soutenue, y compris par des économistes comme Alain Minc, Dominique Strauss-Kahn ou Daniel Cohen dont nous ne partageons pourtant pas les orientations politiques. Elle est la seule à même d'éviter des décennies d'austérité tout en réalisant les investissements publics nécessaires pour sauver nos services publics, relocaliser nos industries et réaliser la transition écologique. Pour cela, la Banque centrale européenne devrait, à l'avenir, pouvoir prêter directement aux États.

Certes sa présidente Christine Lagarde écarte à l'heure actuelle cette solution au nom des traités européens. Mais l'Union européenne s'est déjà écartée des dogmes néolibéraux en suspendant les règles du Pacte de Stabilité et de Croissance. Et le Royaume-Uni et les États-Unis ont déjà, de manière différente, levé les tabous à ce sujet. L'Union européenne restera-t-elle la seule à s'enfermer dans ces règles absurdes ?

Plusieurs États membres, comme l'Espagne et l'Italie, ont mis sur la table des plans visant à ne pas alourdir le poids de la dette pour les peuples européens. Face à la résistance des pays "radins", seul un axe fort permettra de créer le rapport de force nécessaire. La France doit soutenir ces démarches pour ne pas condamner les peuples à n'avoir qu'un seul horizon : payer les dettes pendant des décennies.

délégation france insoumise
parlement européen